

## INTRODUCTION

Selon la Commission européenne, l'inclusion sociale est un processus qui garantit que les personnes en danger de pauvreté et d'exclusion obtiennent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle et qu'elles jouissent d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal pour la société dans laquelle elles vivent. L'inclusion sociale leur garantit une meilleure participation aux processus de prise de décision qui affectent leur vie et un meilleur accès à leurs droits fondamentaux.<sup>1</sup>

Au Luxembourg, deux des trois piliers de la protection sociale se consacrent à l'inclusion sociale, à savoir l'assistance sociale et l'aide sociale.

L'assistance sociale et l'aide sociale s'appliquent à toutes les personnes résidentes au Grand-Duché de Luxembourg. Les bénéficiaires sont exclusivement des personnes résidentes au Luxembourg (sauf pour le forfait d'éducation). De plus, pour toutes les prestations (sauf le forfait d'éducation), la situation économique des personnes est prise en compte pour déterminer le droit à la prestation.

## OBJECTIFS DE L'INCLUSION SOCIALE

En dehors des prestations de sécurité sociale proprement dites, la législation sociale prévoit des prestations mixtes qui relèvent de l'assistance sociale et de l'aide sociale. Ces deux volets reposent sur la solidarité nationale et ne sont pas la contrepartie d'un apport professionnel. L'assistance sociale et l'aide sociale visent à aider à couvrir les besoins individuels des personnes défavorisées afin de leur permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine.

L'assistance sociale attribue des prestations en fonction de ressources, afin d'assurer à tous les citoyens une vie décente en leur garantissant un minimum de moyens d'existence. Au Luxembourg, chaque ménage a le droit d'appeler à la solidarité au cas où ses revenus tombent en-dessous du seuil garanti, abstraction faite de toute cause qui est à la base de l'insuffisance des ressources.

L'aide sociale assure aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière, afin de les aider à acquérir ou à préserver leur autonomie et à s'adapter au milieu social environnant. L'aide sociale consiste dans les secours apportés par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes. Elle intervient à titre subsidiaire et peut compléter les mesures d'assistance sociale, que le bénéficiaire est tenu d'épuiser avant de solliciter l'aide sociale.

## LES PRESTATIONS DE L'INCLUSION SOCIALE

A l'heure actuelle, les prestations de l'assistance sociale fournies par le Fonds national de solidarité (FNS) sont les suivantes :

- le revenu minimum garanti (RMG) ;
- le forfait d'éducation (" Mammerent ") ;
- le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) ;
- l'allocation de vie chère (anc. : allocation de chauffage) ;
- le complément dans le cadre des prestations de l'accueil gérontologique ;
- l'avance de pensions alimentaires.

---

1. Source : Rapport conjoint sur l'inclusion sociale 2004, p. 11.  
([http://ec.europa.eu/employment\\_social/social\\_inclusion/docs/final\\_joint\\_inclusion\\_report\\_2003\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/docs/final_joint_inclusion_report_2003_fr.pdf))

A noter que l'allocation de soins et l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées (APGH) ont toutes les deux été remplacées par les prestations de l'assurance dépendance à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Les allocations compensatoires ont été abrogées par la loi du 26 juillet 1986 portant création du droit à un revenu minimum garanti. Ces trois prestations continuent cependant à être payées aux bénéficiaires présents lors de l'abrogation, tant que le droit persiste.

Les prestations de l'aide sociale sont de nature palliative, curative ou préventive, et peuvent consister en des prestations en espèce ou en des prestations en nature.

## ORGANISATION DE L'INCLUSION SOCIALE

En 1960, le Fonds national de solidarité (FNS) a été créé afin de coordonner les prestations de l'assistance sociale et de combler les dernières lacunes laissées par le système de sécurité sociale qui était en train de se mettre en place.

Afin d'aider à réintégrer les bénéficiaires du revenu minimum garanti dans le marché du travail, le Service national d'action sociale (SNAS) a été créé en 1986, dans le cadre de la loi instaurant le revenu minimum garanti.

L'aide sociale, qui peut être de nature palliative, curative ou préventive, est prestée par les 30 offices sociaux, et réglée par la loi du 18 décembre 2009, qui remplace depuis janvier 2011 la loi du 28 mai 1897 sur les domiciles de secours.

La suite de ce chapitre analysera exclusivement les prestations de l'assistance sociale fournies par le FNS et le SNAS.

## FINANCEMENT DE L'INCLUSION SOCIALE

Le financement du FNS prévu à sa création est appliqué jusqu'aujourd'hui. Il se compose essentiellement d'une dotation de l'Etat et d'une part dans le produit de la Loterie Nationale. De plus, dès le début, les prestations étaient restituables.

### 1. LES PRESTATIONS

Au fur des décennies, les prestations du FNS ont évolué, afin de rendre compte des changements dans la société. Une partie des prestations actuelles ont déjà été créés dans les années quatre-vingt et adoptées par la suite, une partie des prestations n'a vu le jour que plus récemment.

Par la suite, les prestations sont présentés selon leur importance en nombre de bénéficiaires, et donc aussi en terme de coût, étant donné que le coût est étroitement lié au nombre de bénéficiaires.

#### Encadré méthodologique

Pour les graphiques qui suivent, sauf le premier, les données proviennent des bases de données du FNS stockées auprès du Centre commun de la sécurité sociale. L'extraction des données a été effectuée par l'IGSS.

Le tableau sur les comptes financiers provient du décompte annuel du FNS.

## 1.1. LE REVENU MINIMUM GARANTI

Le revenu minimum garanti (RMG) fut instauré par la loi du 26 juillet 1986 et a été modifié en profondeur par la loi du 29 avril 1999. Selon l'exposé des motifs, la loi a " deux fonctions de base :

- conférer aux personnes qui, pour quelque raison que ce soit, ne sont pas à même de vivre des fruits de leur travail, le droit d'accéder à une qualité de vie minimale qui varie en fonction de la richesse de la société;
- procurer un travail à ceux qui sont aptes à travailler mais qui se trouvent plus ou moins durablement privés d'un emploi. "

Elle prévoit donc soit une allocation complémentaire, soit une indemnité d'insertion, soit une combinaison des deux, le tout dans les limites fixées en fonction du revenu et de la composition de la communauté domestique.

### Encadré méthodologique

Les données statistiques qui suivent tiennent compte des communautés domestiques qui touchent :

- soit une allocation complémentaire RMG destinée à parfaire les seuils du RMG,
- soit une allocation complémentaire RMG combinée à un autre revenu (salaire, indemnité d'insertion, pension, ...), sans pour autant pouvoir dépasser les limites fixées par la loi,
- soit une indemnité d'insertion seule.

Le nombre de communautés domestiques provient du rapport d'activité du FNS, le nombre de membres du rapport d'activité du SNAS ; ce dernier étant le seul organisme à connaître la composition des communautés domestiques touchant uniquement une indemnité d'insertion. Les communautés domestiques bénéficiaires d'allocations de la part d'un office social, dont le service n'a pas encore été repris par le FNS, sont exclues.

La loi instaurant le RMG est entrée en vigueur en novembre 1986. Depuis, de nombreux changements y ont été apportés, notamment en ce qui concerne les conditions de résidence. Ainsi, l'augmentation du nombre des communautés domestiques à partir de 2003 s'explique par la modification de la condition de résidence<sup>2</sup>, par le relèvement des seuils de revenu<sup>3</sup>, et surtout par la situation économique précaire d'un nombre grandissant de chômeurs, pour lesquels le droit aux indemnités de chômage est épuisé, et qui sont obligés de s'adresser au FNS.

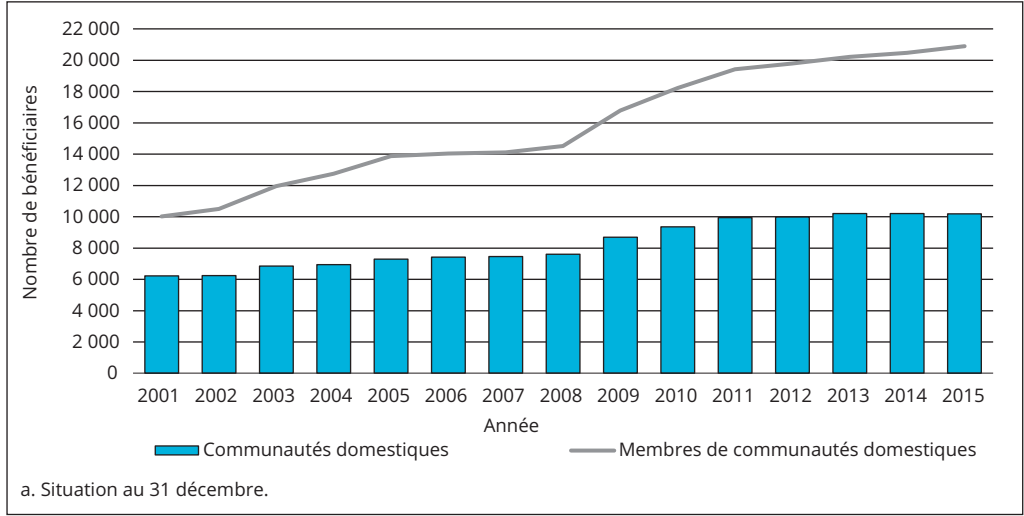
En 2007, une stagnation a pu être constatée, principalement due au fait que le SNAS accorde une seule mesure d'insertion par ménage, ainsi qu'à l'introduction du RPGH, qui a entraîné un transfert notable de bénéficiaires du RMG vers les bénéficiaires du RPGH.

---

2. La loi du 21 décembre 2001 prescrit cette condition de résidence seulement pour les non-ressortissants du Grand-Duché de Luxembourg ou d'autres Etats membres de l'Union Européenne.  
3. Tel qu'arrêté dans la loi du 28 juin 2002 qui modifie la tranche imposable du revenu global de la communauté domestique de 20% à 30% pour la détermination des ressources d'un ayant droit au RMG.

La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration modifie les termes "... être autorisé à résider..." de l'art. 2 de la loi RMG par "... bénéficier d'un droit de séjour...". Ainsi, elle élargit le cercle des personnes exemptes de la condition de résidence de 5 ans au Luxembourg aux membres de la famille<sup>4</sup>, nonobstant leur nationalité.

**Graphique 1: Evolution du nombre de communautés domestiques et du nombre de membres de famille <sup>a</sup>**



Le 31 décembre 2015, le FNS compte 10 193 communautés domestiques composées de 20 900 membres, contre 10 204 communautés domestiques et 20 478 membres en décembre 2014. Le nombre de communautés a donc été stable entre 2014 et 2015, ce qui s'explique par une nouvelle vague de migration de bénéficiaires du RMG vers le RPGH.

En détail, 9 198 communautés bénéficient d'une allocation complémentaire, 1 515 d'une indemnité d'insertion pour une activité d'insertion professionnelle et 250 d'une indemnité d'insertion pour un contrat subsidié (art. 13 de la loi modifiée du 29 avril 1999 sur le RMG). A noter qu'une communauté domestique peut bénéficier en même temps d'une allocation complémentaire et d'une indemnité d'insertion.

## 1.2. LE FORFAIT D'ÉDUCATION

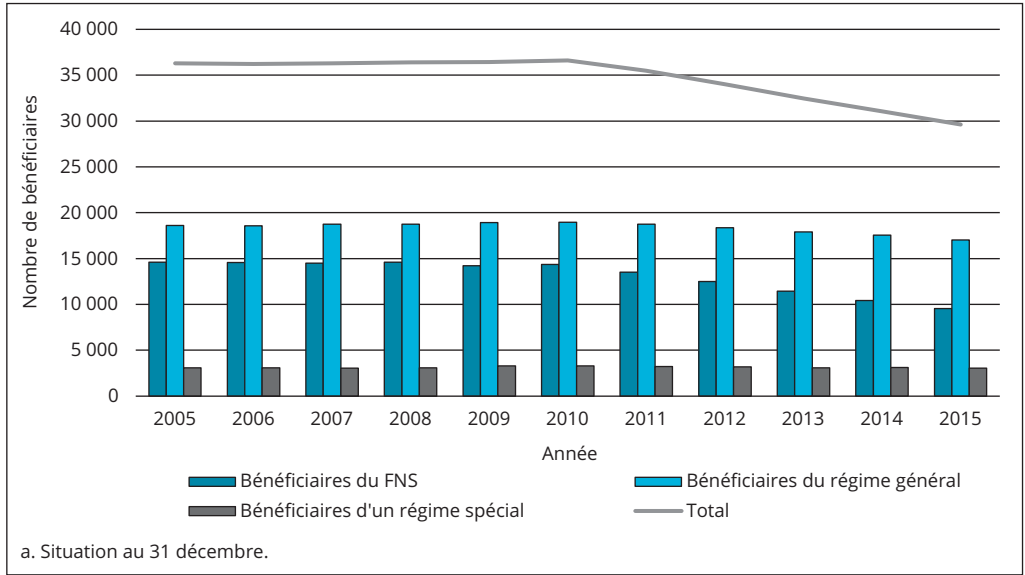
La loi du 28 juin 2002 crée un forfait d'éducation (" Mammerent ") qui est accordé au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas, pour l'enfant en question, la mise en compte de baby-years. Le droit au forfait d'éducation est ouvert à partir de l'âge de 65 ans ou au moment de l'octroi d'une pension personnelle.

Pour les bénéficiaires de pension le montant du forfait d'éducation s'élève à 108,91 EUR par mois depuis octobre 2013. Ce montant est adapté à l'indice du coût de la vie et ajusté au niveau de vie à l'instar des pensions. Il est soumis aux mêmes charges sociales et fiscales que les pensions. Ce forfait d'éducation est avancé par les caisses de pension pour compte du FNS.

4. Il s'agit des membres de la famille du ressortissant luxembourgeois ou d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Le forfait d'éducation pour les ayants droits qui ne touchent pas de pension est liquidé directement par le FNS. Le montant est figé à 86,54 EUR par mois et par enfant par la loi du 27 juin 2006. Les forfaits d'éducation sont intégralement à charge de l'Etat. La loi du 19 décembre 2008 a élargi le cercle des bénéficiaires aux personnes relevant d'un instrument bi- ou multilatéral, en enlevant la condition de domiciliation et de résidence.

**Graphique 2: Evolution du nombre de bénéficiaires du forfait d'éducation selon le régime de pension <sup>a</sup>**

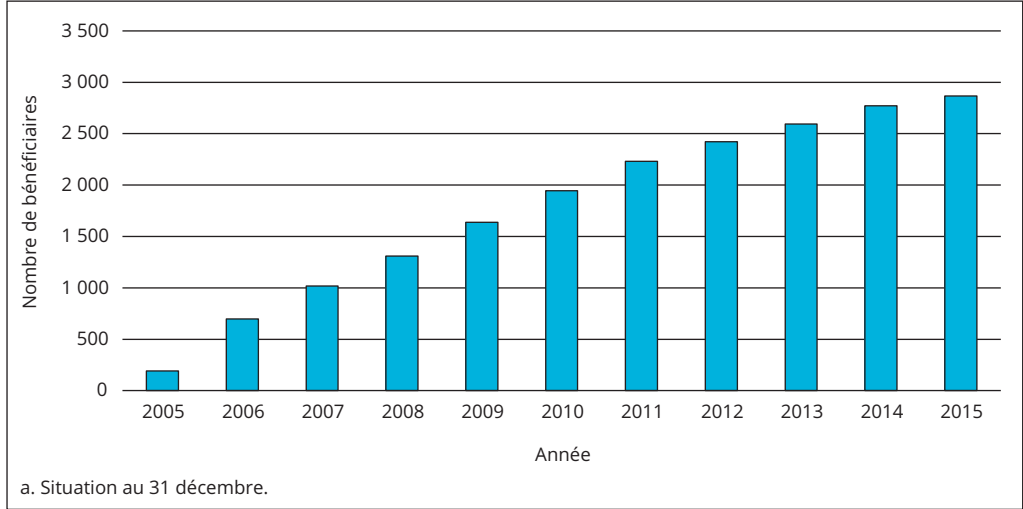


En décembre 2015, le FNS a enregistré 9 533 paiements mensuels, les régimes spéciaux renseignent 3 046 liquidations, et les caisses de pension ont enregistré 17 024 bénéficiaires. En tout, il y avait 29 603 bénéficiaires en décembre 2015, contre 31 057 bénéficiaires en décembre 2014. La régression observée depuis 2011 provient du fait que depuis janvier 2011, l'âge d'ouverture au bénéfice du forfait est de 65 ans. En moyenne deux enfants par demande ouvrent droit au forfait.

### 1.3. LE REVENU POUR PERSONNES GRAVEMENT HANDICAPÉES

La loi du 12 septembre 2003, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2004, a introduit un revenu en faveur des personnes gravement handicapées qui présentent une diminution de la capacité de travail d'au moins 30%, et qui sont hors d'état d'exercer un emploi salarié sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé. Les personnes reconnues travailleurs handicapés perçoivent soit un salaire pour travailleurs handicapés, soit un revenu pour personnes gravement handicapées.

**Graphique 3: Evolution du nombre de bénéficiaires du revenu pour personnes gravement handicapées <sup>a</sup>**



Cette dernière prestation est à charge du FNS. Le nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2015 était de 2 866, contre 2 771 pour l'année 2014, soit une augmentation de 3,4%. A noter que le nombre de bénéficiaires s'est plus que décuplé entre 2005 et 2015.

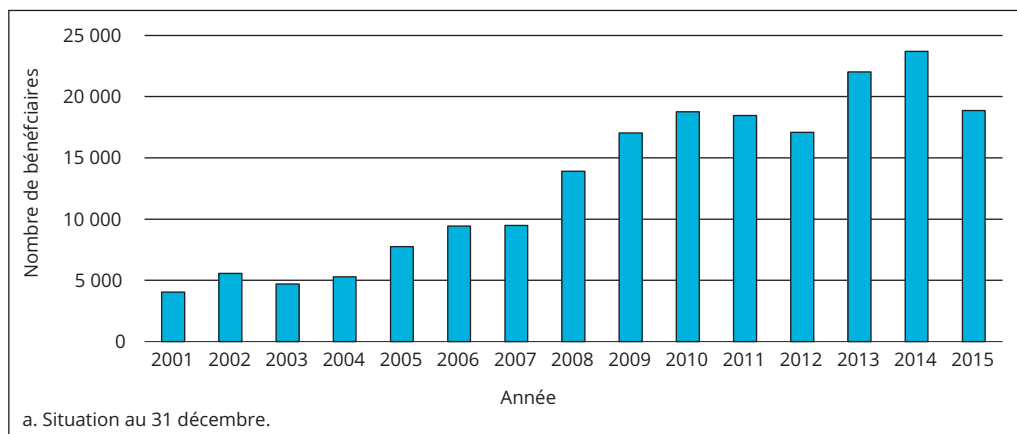
#### 1.4. L'ALLOCATION DE VIE CHÈRE (ANC. : ALLOCATION DE CHAUFFAGE)

Le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 avait créé une allocation de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste, en remplacement de la subvention sur les combustibles minéraux solides. La loi du 8 janvier 1988 a limité le droit aux utilisateurs de combustibles solides. Sans autre adaptation des plafonds de revenu après cette date, le nombre des allocataires a chuté pour atteindre 10 bénéficiaires en 1999.

L'augmentation substantielle des prix pour produits pétroliers en 2000 a amené le Gouvernement à modifier la réglementation relative à l'allocation de chauffage en adaptant les conditions d'ouverture du droit et les montants de l'allocation. Ainsi, le champ d'application a été élargi aux combustibles liquides, à l'électricité et au gaz et les montants de l'allocation, aussi bien que la limite du revenu global considéré, ont été adaptés. La validité de cette mesure a été prolongée à deux reprises jusqu'en fin mars 2002. Le Gouvernement a renouvelé, en date du 25 janvier 2002, le règlement relatif à l'attribution de l'allocation de chauffage en abolissant le principe d'attribution par saison hivernale pour passer au paiement par exercice budgétaire. L'adaptation légale a permis de donner une suite favorable à environ 5 000 demandes par année.

Après une nouvelle hausse des prix des combustibles en 2005, le Gouvernement en Conseil a décidé le 16 septembre 2005 de relever sensiblement les montants à allouer, l'augmentation allant de 100% à 150%. Par cette mesure, le nombre d'allocations de chauffage payées par le FNS a substantiellement augmenté en 2005.

**Graphique 4: Evolution du nombre de bénéficiaires d'une allocation de vie chère <sup>a</sup>**

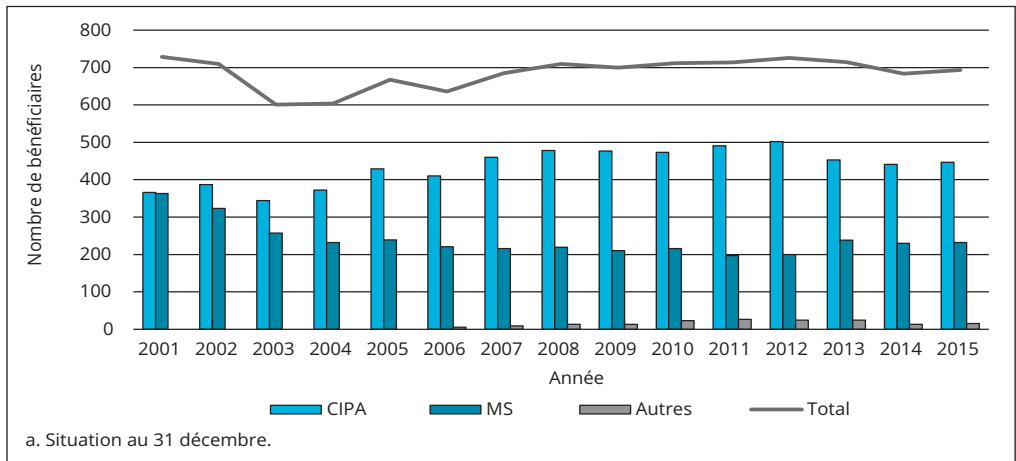


Le règlement du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 2008 introduit, à partir de l'année 2009, une allocation de vie chère en lieu et place de l'allocation de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste. L'augmentation de 46,4% entre 2007 et 2008 est due à l'évacuation des dossiers en suspens pour l'année 2008 en vue de l'introduction de la nouvelle allocation de vie chère à partir de 2009 remplaçant l'allocation de chauffage. Les montants de cette nouvelle allocation de vie chère sont le double des montants de l'allocation de chauffage. A noter qu'entre 2011 et 2012, il y a eu un retard dans le traitement des nouvelles demandes, ce qui explique la baisse apparente entre ces deux années. Pour l'exercice 2015, on compte 18 863 bénéficiaires de l'allocation de vie chère, contre 23 705 en 2014. Comme en 2012, la baisse n'est qu'apparente pour les mêmes motifs.

## **1.5. LE COMPLÉMENT DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE L'ACCUEIL GÉRONTOLOGIQUE**

Le complément dans le cadre des prestations de l'accueil gérontologique institue une aide au profit des personnes incapables de couvrir par leurs ressources personnelles les dépenses afférentes aux prestations dans le cadre de l'accueil gérontologique. Le montant de ce complément est fixé en fonction de la qualité des prestations fournies et des ressources personnelles des usagers. De 1999 à 2004, les institutions acceptées par la loi pour l'accueil gérontologique se limitaient aux centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et aux maisons de soins (MS). La loi du 30 avril 2004 autorise le FNS à participer également aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Les institutions classées sous le type " autres " correspondent aux nouveaux prestataires acceptés par cette loi, dont notamment certains logements encadrés.

**Graphique 5: Evolution du nombre de bénéficiaires par leur lieu de séjour <sup>a</sup>**



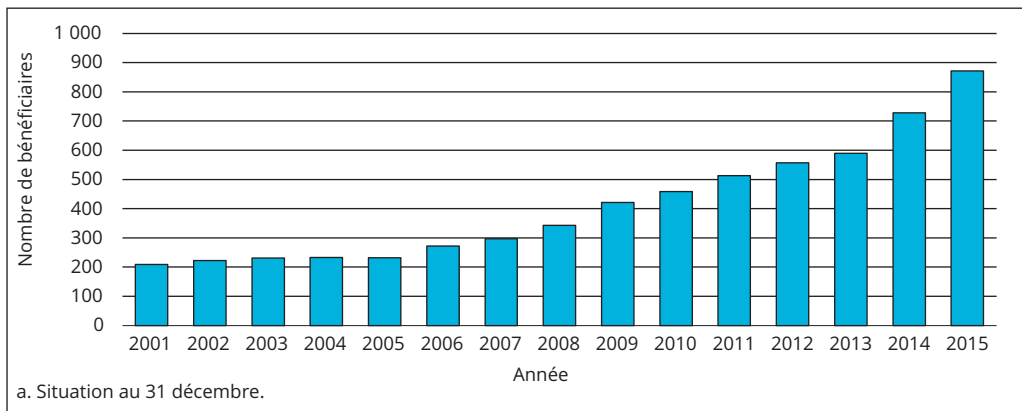
En 2001, 50% des bénéficiaires de l'accueil gérontologique résidaient dans une maison de soins (MS), et 50% dans un centre intégré pour personnes âgées (CIPA). Au fil des années, les proportions ont changé en faveur des CIPA : en 2015, 64% des bénéficiaires résidaient dans un CIPA, 34% résidaient dans une maison de soins, et 2% dans un établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Pour l'exercice 2015, on comptait 694 compléments en décembre, contre 684 en 2014.

## 1.6. L'AVANCE DE PENSIONS ALIMENTAIRES

La loi du 26 juillet 1980 et le règlement grand-ducal du 2 décembre 1983 règlent l'avance et le recouvrement par le FNS de pensions alimentaires dues à un conjoint, un ascendant ou un descendant.

Tout ayant droit d'une pension alimentaire fixée par décision judiciaire exécutoire au Grand-Duché de Luxembourg non payée par son débiteur, peut faire une demande pour que le FNS donne une avance sur la pension alimentaire. La condition est que le bénéficiaire se trouve dans une situation économique difficile et ait personnellement épuisé toutes les possibilités légales pour obtenir son droit.

**Graphique 6: Evolution du nombre de bénéficiaires d'une pension alimentaire <sup>a</sup>**





Depuis la création de ce droit en 1980, le nombre de demandes suit une évolution croissante. A partir de 2014, le nombre de bénéficiaires est comptabilisé en prenant en compte chaque personne bénéficiaire du ménage, alors qu'avant, il y avait seulement une personne bénéficiaire par ménage. Ainsi, en 2015, il y a 871 personnes bénéficiaires, contre 728 personnes bénéficiaires en 2014.

## **1.7. LES PRESTATIONS ABROGÉES**

Depuis l'abrogation des allocations compensatoires en 1986, le nombre de bénéficiaires est passé de 7 020 à 304 en décembre 2015. Seulement 1,3% sont à charge du FNS, le reste relève de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

L'allocation pour personnes gravement handicapées (APGH) et l'allocation de soins sont abolies en 1999, et le nombre de bénéficiaires de l'APGH a diminué de 2 713 personnes en décembre 1999 à 637 personnes en décembre 2015. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de soins est passé de 1 720 personnes en décembre 1999 à moins de 10 personnes en décembre 2015. Depuis septembre 2013, le FNS essaye de persuader les personnes restantes de bénéficier des prestations de l'assurance dépendance.

## **2. LA SITUATION FINANCIÈRE**

En 1960, le FNS était créé afin de combler les dernières lacunes laissées par le système de sécurité sociale qui était en train de se mettre en place, notamment par le paiement d'une pension de solidarité, basée sur les ressources. Le financement y prévu est appliqué jusqu'aujourd'hui. Il se compose essentiellement d'une dotation de l'Etat et d'une part dans le produit de la Loterie Nationale. De plus, toutes les prestations sont restituables (en cas de bénéficiaires revenus à meilleure fortune), sauf l'allocation d'éducation et l'allocation de vie chère.

### **2.1. APPRÉCIATION GLOBALE DES OPÉRATIONS COURANTES**

L'Etat verse au FNS des dotations destinées à couvrir les besoins résultant des obligations définies par les différentes lois relatives aux prestations à liquider. Le reste des prestations est couvert par des recettes provenant d'établissements d'utilité publique (Loterie nationale et Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte), ainsi que par des remboursements et restitutions effectués par des bénéficiaires de ces prestations. En 2009, le FNS a réorganisé ses services recouvrement et restitutions. Les frais d'administration sont remboursés au FNS par l'Etat.

**Tableau 1: Evolution des recettes et des dépenses globales du FNS (en millions EUR)**

Exercice	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Recettes</b>					
Dotations de l'Etat	272,8	280,6	288,8	302,1	288,7
Participation d'autres organismes <sup>a</sup>	4,7	5,1	6,7	5,0	6,6
Participation de l'Etat aux frais d'administration	6,7	6,7	7,0	7,4	7,8
Restitutions et pensions alimentaires recouvrées	16,0	18,0	17,3	17,2	19,8
Autres recettes	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>300,6</b>	<b>310,5</b>	<b>320,1</b>	<b>331,9</b>	<b>323,1</b>
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>5,4%</i>	<i>3,3%</i>	<i>3,1%</i>	<i>3,7%</i>	<i>-2,7%</i>
<b>Dépenses</b>					
Frais d'administration	6,4	6,7	7,0	7,4	7,8
Prestations	293,4	302,7	311,5	322,3	312,2
dont:					
Revenu minimum garanti (RMG)	150,7	158,1	157,5	165,0	165,4
Forfait d'éducation ("Mammerent")	72,2	69,2	66,1	63,1	59,9
Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH)	30,2	34,3	37,9	41,7	42,9
Allocation de vie chère	29,8	30,3	38,3	41,1	32,7
Accueil gérontologique	7,6	7,8	8,5	8,2	8,0
Pensions alimentaires	2,5	2,6	2,8	3,0	3,1
Allocations compensatoires	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Autres dépenses	0,7	1,2	1,7	2,2	3,1
<b>TOTAL DES DEPENSES COURANTES</b>	<b>300,6</b>	<b>310,5</b>	<b>320,1</b>	<b>331,9</b>	<b>323,1</b>
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>5,4%</i>	<i>3,3%</i>	<i>3,1%</i>	<i>3,7%</i>	<i>-2,7%</i>
<b>Solde</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

a. Loterie nationale et Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.

A partir de 2011, le ralentissement de l'augmentation des dépenses s'explique en partie par la diminution des dépenses liées au forfait d'éducation suite au relèvement à 65 ans de l'âge d'entrée. La diminution des dépenses en 2015 résulte surtout de la diminution de l'allocation de vie chère.

Le coût total des **prestations RMG**<sup>5</sup>, charges sociales comprises, atteint un montant de 165,4 millions EUR en 2015, contre 165,0 millions EUR en 2014, soit une augmentation de 0,3%. En détail, le coût total pour les allocations complémentaires s'élève à 127,5 millions EUR, et le coût pour les indemnités d'insertion à 37,9 millions EUR.

5. Les prestations RMG comprennent le complément RMG, l'indemnité d'insertion, les cotisations d'assurance pension selon l'art.18 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, et les prestations de participation aux frais de personnel en cas d'engagement d'un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant contrat de travail selon l'art.13 de la loi précitée.

La dépense totale relative au **forfait d'éducation** pour l'exercice 2015 s'élève à 59,9 millions EUR, contre 63,1 millions EUR en 2014. Cette régression de 5,2% s'explique par le nombre décroissant de bénéficiaires. En 2015, les prestations liquidées directement par le FNS se chiffrent à 21,3 millions EUR. Les régimes spéciaux se sont acquittés de 6,8 millions EUR et les caisses de pension ont alloué 31,8 millions EUR. Les régimes spéciaux comme les caisses de pension, ces dernières depuis 2004, effectuent les paiements mensuels des forfaits pour le compte du FNS, qui les comptabilise ensemble avec ses dépenses propres, à charge du budget de l'Etat.

Pour 2015, les dépenses annuelles du **revenu pour personnes gravement handicapées** se chiffraient à 42,9 millions EUR, contre 41,7 millions EUR pour 2014 (cotisations sociales comprises). L'augmentation de 2,7% de la dépense s'explique par l'augmentation du nombre de bénéficiaires. En fait, depuis son introduction en 2005, les dépenses ont plus que quadruplées, sachant que la dépense affichait 10,6 millions EUR en 2006.

La dépense annuelle pour l'exercice 2015 relative à **l'allocation de vie chère** s'élève à 32,7 millions EUR, contre 41,1 millions EUR en 2014, soit une diminution de 25,9%, qui est due à la diminution du nombre de bénéficiaires.

La dépense relative aux **prestations de l'accueil gérontologique** varie avec l'évolution du nombre de bénéficiaires et avec celle du montant moyen. En 2015, le montant de la dépense a été de 8,0 millions EUR, contre 8,2 millions EUR en 2014.

Le coût annuel des **pensions alimentaires** est influencé par le nombre de demandes acceptées, par le niveau du montant alloué et par le montant du recouvrement de pensions avancées. Les niveaux des montants des pensions alimentaires avancées par le FNS sont influencées d'une part par le nombre des personnes faisant partie d'un ménage, et d'autre part par le fait que le législateur n'a pas fixé de plafonds, de sorte que le FNS doit s'acquitter du montant fixé par décision judiciaire. Ainsi la fourchette des montants avancés est assez large. En 2015, ce coût atteint 3,1 millions EUR, contre 3,0 millions EUR en 2014.

En 2015, le montant des dépenses des **allocations compensatoires** est de 0,26 millions EUR, contre 0,30 millions EUR en 2014.

Le financement de **l'allocation pour personnes gravement handicapées (APGH)** est repris par l'assurance dépendance depuis son introduction en 1999. Selon le décompte de l'assurance dépendance en 2015, les dépenses pour l'allocation pour personnes gravement handicapées s'élèvent à 5,4 millions EUR, contre 5,6 millions EUR en 2014, soit une baisse de 4,6%.

Depuis septembre 2013, le FNS ne fait plus que des paiements sporadiques pour **l'allocation des soins**. La dépense pour l'allocation de soins est passée de 0,02 millions EUR en 2014 à 0,01 millions EUR en 2015.

## **2.2. LES RECETTES COURANTES**

En 2015, les dotations de l'Etat s'élèvent à 288,7 millions EUR, contre 302,1 millions EUR en 2014. Cette diminution s'explique par le nombre décroissant d'allocations de vie chère liquidées en 2015. Les frais d'administration affichent 7,8 millions EUR en 2015. A noter que depuis 2013, la quote-part du FNS dans les recettes de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte a été relevée à un tiers, contre un quart auparavant. Ainsi, ces recettes augmentent de 5,1 millions EUR en 2012 à 6,7 millions EUR en 2013. En 2014, ils baissent à 5,0 millions EUR, pour remonter à 6,6 millions EUR en 2015. En ce qui concerne les restitutions de prestations indûment touchées, la façon de comptabiliser les recouvrements a changé en 2013, en distinguant dorénavant entre les montants de l'exercice en cours, qui sont classés comme extourne dépenses, et ceux relatifs aux exercices écoulés, qui sont classés comme recettes. Auparavant, la contrepartie de tous les indus était imputée comme recette. Ceci explique la baisse des restitutions de 18,0 millions EUR en 2012 à 17,3 millions EUR en 2013. En 2014, les restitutions se stabilisent à 17,2 millions EUR, pour remonter à 19,8 millions EUR en 2015.

## **2.3. LES DÉPENSES COURANTES**

Les prestations constituent presque la totalité des dépenses courantes, les frais d'administration ne représentant que 2,4% du total. En 2015, le montant total des prestations payées par le FNS atteint 312,2 millions EUR, contre 322,3 millions EUR pour l'année précédente. De nouveau, la diminution s'explique par le nombre décroissant d'allocations de vie chère liquidées en 2015. Le total des dépenses courantes s'élève à 323,1 millions EUR, contre 331,9 millions EUR en 2014.